

L'hystérie sécuritaire, moteur de la relance américaine

L'exemple du programme « Manpads »

par Luc Mampaey ¹

10 février 2004

L'information est tombée dans l'indifférence quasi générale de ce côté-ci de l'Atlantique. Pourtant, elle est emblématique d'une dérive sécuritaire que rien ne semble plus pouvoir enrayer aux États-Unis : l'armement des flottes de l'aviation commerciale n'est plus qu'une question de mois. Tous les avions civils américain – de ligne, charters ou cargos – devraient bientôt être équipés d'un système de défense supposé les protéger des attaques de missiles sol-air portatifs, les MANPADS dans le jargon militaire (*MAN Portable Air Defense Systems*).

La menace que fait peser ce type de missile, manœuvrable par un seul homme, est certes bien réelle, mais elle n'est pas neuve et en tout cas bien antérieure aux événements du 11 septembre 2001. Le moins sophistiqué, mais dont la très large prolifération pose le plus grand problème, est le missile russe Strela-2 SA-7a : un missile « entrée de gamme » dont les soviétiques ont par la suite développé de nombreuses variantes, jusqu'aux redoutables Igla SA-16 et SA-18 d'une portée de 5,2 kilomètres et capable d'engager une cible évoluant à une distance de 10 à 3.500 mètres. La dispersion des armements baladeurs de l'ex-Union soviétique ne sont

1. Attaché de recherche GRIP, Ingénieur commercial, Doctorant à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, Centre d'Economie et d'Ethique pour l'Environnement et le Développement (C3ED).

cependant pas le seul souci de l'aviation civile. Après l'invasion de l'Afghanistan par les forces soviétiques en 1979, des milliers de missiles FIM-92A Stinger sortis des ateliers de General Dynamics et de Raytheon ont été livrés par les États-Unis aux combattants islamistes. La plupart, tombés aux mains des Talibans, de mouvements terroristes ou de groupes armés illégaux, échappent désormais à tout contrôle. Selon les estimations des Nations Unies, quelque 500.000 Manpads seraient actuellement disponibles sur le marché noir, pour un prix oscillant entre \$500 et \$250.000 selon leur âge et type.

Le double tir, manqué, de missiles SA-7 sur un Boeing 757 israélien de la compagnie Arkia sur l'aéroport de Mombassa au Kenya le 28 novembre 2002, et un an plus tard, pratiquement jour pour jour, l'attaque d'un Airbus cargo A300 de DHL à proximité de l'aéroport international de Bagdad le 22 novembre 2003 ont fortement ravivé les inquiétudes.

Depuis ce premier événement, les initiatives se sont accélérées : en décembre 2002, une « task force » constituées de 21 agences, dont notamment le département pour la sécurité nationale (*Department of Homeland Security*, DHS, créé au lendemain des attentats du 11 septembre 2001), le département de la défense (DoD), et l'administration fédérale de l'aviation civile (FAA), sont chargés de définir une stratégie pour contrer la menace des Manpads. Le 2 juin 2003, le président Bush fait adopter par les chefs d'États du G-8 réunis à Evian, le plan d'action américain pour la « Sécurité des transports et le contrôle des systèmes portatifs de défense aérienne ». Dans le même temps, les 33 États participant à l'Arrangement de Wassenaar adoptent des « Éléments pour le contrôle à l'exportation des Manpads ».

Ces mesures de lutte contre la prolifération incontrôlée de Manpads à travers le monde sont évidemment les bienvenues. Mais cet empressement américain, assez inhabituel, pour lutter contre la prolifération d'un armement conventionnel, cache aussi des enjeux économiques considérables.

Une nouvelle poule aux oeufs d'or

Au début du mois d'octobre 2003, la division *Science and Technology* du DHS mettait en place le *Counter-Manpads Special Program Office* et lançait dans la foulée un appel à proposition aux entreprises afin d'adapter aux besoins de l'aviation civile les technologies déjà opérationnelles sur les avions militaires. Les heureux élus ont été désignés le 6 janvier 2004 : United Airlines, Northrop Grumman et BAE Systems recevront chacun \$2 millions pour un contrat de six mois au cours desquels ils devront conformer les systèmes militaires de défense anti-missile aux contraintes commerciales (principalement en termes de sécurité des populations et de maîtrise des coûts d'installation, d'entretien et de formation des équipages).

Financièrement, cette première phase du programme pourrait se solder par une opération blanche pour les entreprises impliquées. Mais à terme, l'enjeu est de taille : aux États-Unis seulement, 6.800 avions commerciaux devront être équipés, ce qui à raison de \$1,5 à \$3 millions par avion représente de \$10 à \$20 milliards pour l'ensemble de la flotte (mais on connaît bien sûr la tendance à l'embonpoint des évaluations des dépenses d'armements avec le temps). Un pactole qui pourrait n'être qu'un début car le reste du monde suivra : British Airways a indiqué en septembre 2003 qu'elle était en pourparler avec Boeing et Airbus pour l'intégration d'un système anti-missile sur ses avions ; par ailleurs, la présence de partenaires européens (BAE Systems et Thalès) dans ce programme américain entraînera une pression intense sur toutes les compagnies et administrations européennes afin qu'elles emboîtent le pas.

Tout cela est-il bien raisonnable ? Cette agitation suscitée par quelques incidents est-elle une réponse bien proportionnée face à la menace réelle que font peser les Manpads sur la sécurité aérienne ?

Deux remarques s'imposent tout d'abord. La première concerne la fiabilité des technologies. Tant le B757 israélien (indemne) à Mombassa que l'A300 de DHL (touché à un moteur) à Bagdad ont échappé au pire malgré l'absence

de contre-mesures ; ils ont réussi un atterrissage d'urgence sans aucun blessé grâce surtout au sang-froid et à la compétence de leurs équipages. Par contre, l'hélicoptère de transport militaire américain Chinook CH-47D pris pour cible le 2 novembre 2003 en Irak a bien été abattu, entraînant la mort de 16 passagers et membres d'équipage, et cela en dépit des systèmes de détection et de contre-mesure dont il était pourtant bien équipé (*ALQ-156 Missile Alert System* et *APR39V Radar Warning System*). Un paradoxe, qui rappelle qu'il n'y a pas de système infallible. La seconde remarque concerne le temps que demandera l'armement de la flotte civile dans son ensemble et le risque d'obsolescence rapide du matériel. Selon certains experts, l'armement de seulement 3.000 avions avec le système IRCM de Northrop Grumman nécessitera 6 années de travail, pour un coût de \$3 milliards. La très grande majorité des avions commerciaux resteront donc « vulnérables » pour de longues années encore et, au terme du processus (10, 15 ans ?), la plupart des avions seront équipés d'un système déjà obsolète face aux nouvelles générations de Manpads, tandis que ceux contre lesquels on cherchait à se défendre (les vieux SA-7 et Stinger) seront de plus en plus rares. Il ne restera plus alors au DHS qu'à lancer un nouveau programme. L'industrie y trouvera son compte, pour la sécurité aérienne c'est moins sûr.

Encadré



Les Manpads se guident vers leur cible en se verrouillant sur la signature thermique des moteurs de l'avion. Deux techniques de contre-mesure sont actuellement disponibles. BAE Systems (en partenariat avec Delta Air Lines) et Northrop Grumman comptent adapter leur système de contre-mesure infrarouge (IRCM, *Infrared Countermeasures*) : l'électronique embarquée détecte le lancement d'un missile et dirige aussitôt un

rayon laser vers le missile ; cette énergie laser « mime » la signature thermique du moteur afin de dévier le missile pour le faire exploser à une distance de sécurité. United Airlines évalue de son côté la technique consistant à larguer des leurres pyrotechniques ou pyrophoriques pour tromper le missile. Dans son état actuel, cette technique est cependant difficilement transposable à l'aviation civile en raison des risques d'incendies que ces leurres pourraient provoquer dans des zones peuplées. United Airlines table donc sur une amélioration notable de cette technologie et a constitué à cet effet une équipe avec 9 co-contractants, parmi lesquels Alliant Techsystems (ATK), L3-Communications (LLL) mais aussi l'européen Thalès Airborne Systems.

Photo : Federation of American Scientists (www.fas.org)

« **Keynésianisme militaire** » ?

Une fois mis à nu, le *Counter-Manpads Special Program* révèle finalement sa véritable raison d'être. Il contribue comme tant d'autres programmes du DHS et du DoD à alimenter les dépenses publiques en se focalisant sur des domaines – la défense et la sécurité pris dans une acception de plus en plus large – chers à l'électorat conservateur, aux milieux financiers et aux industries de l'armement, grands bailleurs de fonds du parti républicain.

L'économie américaine menaçait de récession au moment de la désignation de George Bush à la présidence, et les dépenses militaires semblent désormais le principal instrument des néoconservateurs pour relancer la croissance, au prix d'un déficit budgétaire (4,5% du PIB) qui n'est pas loin de rappeler celui des années Reagan (6,2% du PIB en 1984, une année qui est aussi un sommet en termes de dépenses militaires, voir graphique 1).

Peut-on pour autant parler, comme le font de nombreux observateurs, d'une nouvelle forme de « keynésianisme militaire » de l'administration Bush ? La première théorie de « la croissance soutenue par les dépenses militaires » a en fait été élaborée par Michal Kalecki dans le début des années '40, à une époque où il rencontrera effectivement Keynes, mais surtout Joan Robinson

avec laquelle il collaborera. Fortement inspiré, à la différence de Keynes, par les travaux de Marx et de Rosa Luxemburg, Kalecki estime que, du point de vue des capitalistes, la défense est le meilleur investissement pour la bonne raison qu'il est celui qui contribue le moins au renforcement de la classe ouvrière et des syndicats. *Même si, pour justifier une telle diversion des fonds publics, il faut un certain degré de répression politique que l'on parvient très bien à imposer en faisant appel au patriotisme et en alimentant la crainte d'une menace extérieure – puis inexorablement en faisant la guerre* ².

En réalité, il est certainement excessif d'attribuer à Keynes la paternité théorique de ce rôle moteur³. Les travaux de Keynes sur le rôle des dépenses militaires dans l'économie doivent être remis dans le contexte de la guerre et ses conclusions ne peuvent être interprétées comme une légitimation des dépenses militaires : une fois la guerre terminée, le remboursement des sommes prélevées aux fins de celle-ci suppose, selon Keynes, une utilisation du potentiel et de la main d'œuvre à des fins productives et non pas de gaspillage comme l'est la production militaire. L'expression « keynésianisme militaire » nous semble donc parfaitement inadéquate pour définir un type de modèle économique fondé essentiellement sur le rôle moteur des dépenses militaires dans la croissance.

Pour Kalecki, à son époque, l'exemple le plus prégnant de ce type de modèle économique, quelque soit le nom qu'on lui donne, était l'Allemagne nazie. Sans pousser plus loin l'analogie, on notera que ce sont aux Etats-Unis les deux administrations représentantes de la droite la plus radicale qui ont repris avec enthousiasme les mêmes recettes : Reagan de 1981 à 1989, et Bush Jr. depuis 2001.

Un budget de « destruction massive »

« Un budget de destruction massive », c'est ainsi que l'économiste américain Paul Krugman qualifie le budget 2005 présenté ce lundi 2 février 2004 par

-
2. Andrew Gumbel, "How the war is driving the US economy", The Independent, January 6, 2004.
 3. Serfati C. (1995), Production d'armes, croissance et innovation, Economica, Paris

George Bush au Congrès. L'augmentation globale des dépenses publiques sera limitée à 3,5%, en coupant notamment dans les budgets de l'agriculture (-8,1%), de la santé (-1,6%), de la justice (-3,1%) et des transports (-2,1%), en supprimant purement et simplement quelque 65 programmes gouvernementaux essentiellement en matière de sécurité sociale, mais en préservant dans le même temps les budgets de la sécurité intérieure (\$30 milliards) et de la défense (\$401,7 milliards) qui se verront augmenter de respectivement 9,7% et 7%. Si nous ajoutons à ces dépenses du DoD et du DHS le budget des programmes d'armement nucléaire gérés par le département de l'énergie (DoE) ainsi que les « *supplementals* » qui seront demandés ultérieurement pour les opérations en Irak et en Afghanistan, ce sont près de \$500 milliards qui seront absorbés par la défense nationale, soit 20% d'un budget fédéral établi à \$2.400 milliards.

Selon le *Bureau of Economic Analysis* (une agence du département du commerce), les dépenses militaires et de sécurité intérieure sont redevenues une composante importante de la croissance du PIB depuis 2001, alors que leur contribution était globalement négative durant l'administration Clinton (graphique 2). Au deuxième trimestre de l'année 2003, en pleine guerre d'Irak, les dépenses militaires ont contribué pour 1,58 dans les 3,3% de croissance enregistrés au cours de ce trimestre (soit 48%), tandis que sur une plus longue période, on note incontestablement une tendance à la hausse de cette contribution. La contrepartie est un déficit budgétaire abyssal : évalué à \$374 milliards au 30 septembre 2003, il devrait atteindre \$477 milliards en 2004. Selon les analystes du *Congressional Budget Office* (CBO) du Congrès américain, les déficits cumulés devraient représenter \$1.890 milliards en 2014. Mais c'est un scénario optimiste qui repose sur une double condition : primo, les dépenses, y compris celles de défense, doivent rester à leur niveau actuel (hors inflation), et secundo, les avantages fiscaux octroyés en 2001 et 2003 ne doivent pas être renouvelés. Or, on sait que ce n'est pas cela le programme de George Bush. La croissance des dépenses militaires restera largement supérieure à l'inflation, le budget présenté ne tient pas compte des engagements en Irak et en Afghanistan (Joshua Bolten, directeur du budget à la Maison Blanche, a déjà laissé

entendre qu'une rallonge budgétaire de \$50 milliards serait nécessaire pour le DoD⁴, ... après les élections du 2 novembre 2004), et Bush entend pérenniser sa politique fiscale. Dans ces conditions, le CBO estime que le déficit cumulé pourrait grimper à 4.100 milliards d'ici à 2014, et rapidement coûter plus de 15% du budget fédéral en termes d'intérêts.

Les ressources étant par définition limitées, les 3,1% de croissance atteints en 2003 et l'objectif de 4,4% fixé pour 2004 impliquent inévitablement, avec un tel niveau de dépenses militaires et de largesses fiscales pour les mieux nantis, une absence chronique d'investissements dans les infrastructures publiques, le système de santé, l'éducation, etc. Les ménages s'endettent, le système de sécurité sociale ne pourra pas faire face à la retraite prochaine des « baby-boomers », et il est peu probable que la technologie puisse à elle seule procurer les gains de productivité qui seront nécessaires pour maintenir la croissance en compensant la détérioration du ratio actifs/retraités. En d'autres termes, à mesure que s'enrichissent les propriétaires du capital des groupes d'armements et leurs sponsors⁵, l'immense majorité des citoyens de la première puissance mondiale s'appauvrit chaque année davantage. Cette fuite en avant d'un pays qui s'estime « en guerre » est-elle soutenable ?

Face à son triple déficit record – du budget, de la balance commerciale et des ménages – et faute d'épargne, l'économie des Etats-Unis dépend aujourd'hui entièrement de la confiance des marchés financiers et des investisseurs étrangers. Doit-on redouter un scénario « à l'argentine » comme certains, l'économiste Paul Krugman notamment⁶, commencent à l'évoquer ? Les Etats-Unis bénéficient sans doute encore d'un certain capital de confiance auprès de leurs bailleurs de fonds, rassurés peut-être en se souvenant que même Ronald Reagan avait dû se résoudre, en dernier ressort, à relever l'impôt pour contenir le déficit. Mais à défaut d'une initiative forte et rapide,

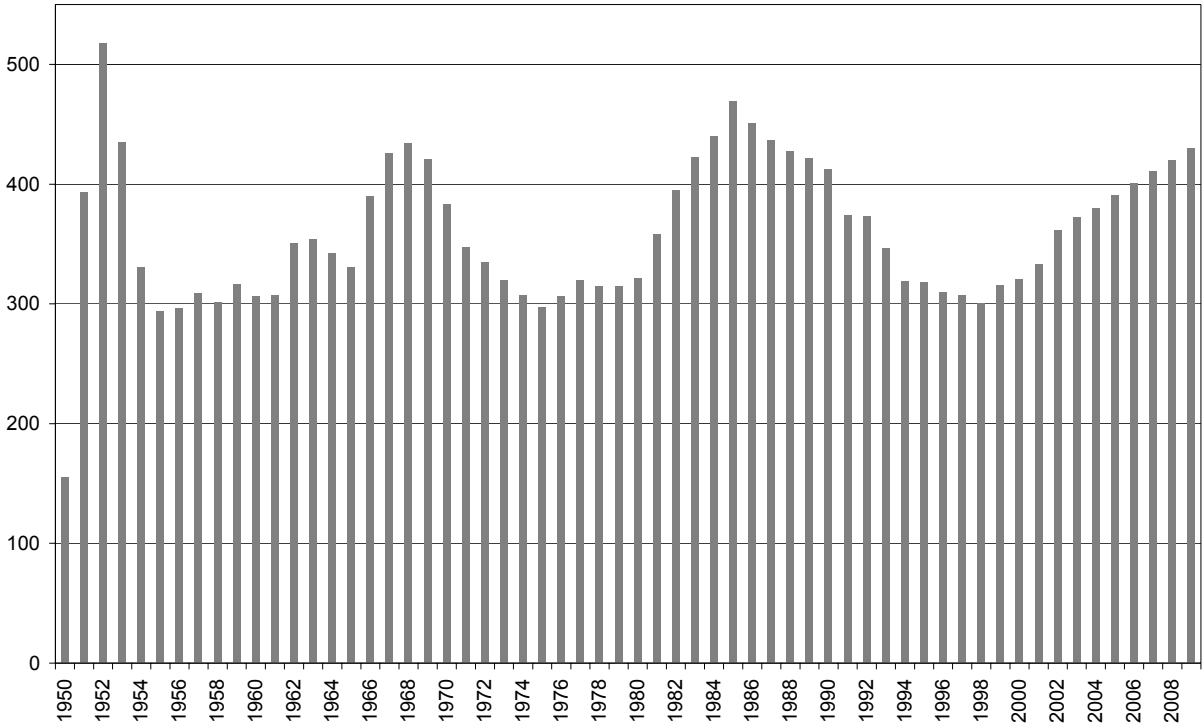
4. International Herald Tribune, February 3, 2004.

5. Pour une analyse du rôle de la finance dans les groupes de l'armement et de leur position privilégiée dans les indices boursiers, voir Mampaey L. et Serfati C., « Les groupes de l'armement et les marchés financiers : vers une convention 'guerre sans limites' ? », dans Chesnais F. (édit.), *La finance mondialisée* (titre provisoire), à paraître, La Découverte, Paris.

6. The New York Times, January 6, 2004.

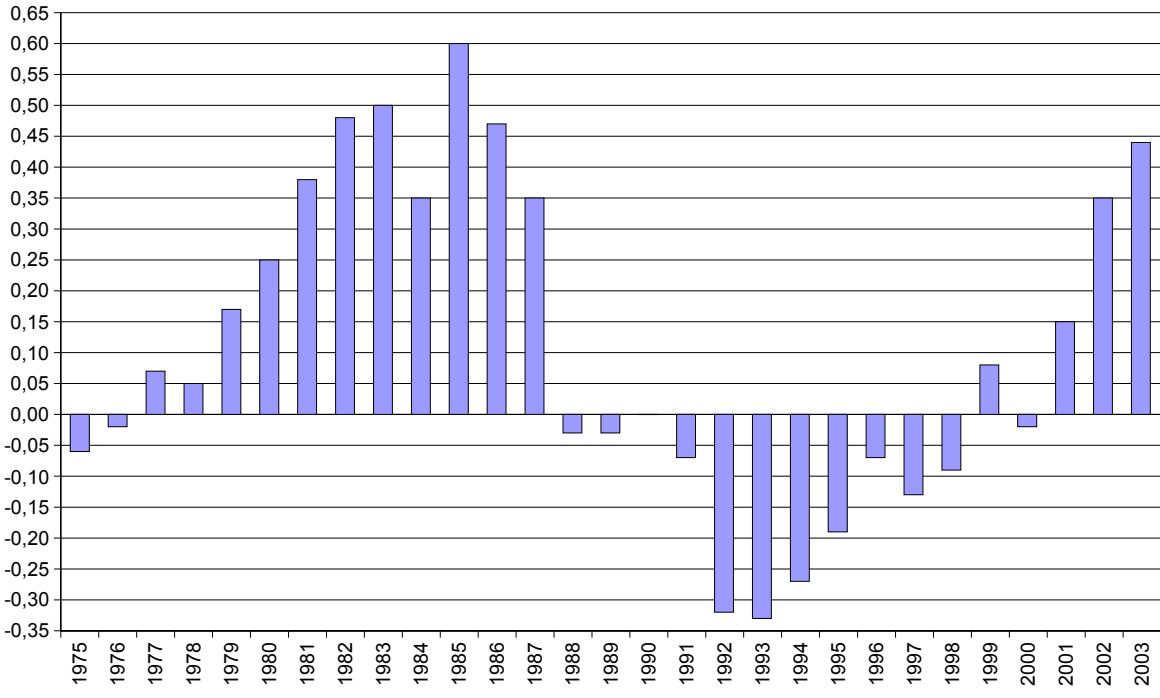
les promesses de Bush de réduire le déficit de moitié sur cinq ans resteront vaines. Le désastre prédit dans ce cas par un nombre croissant d'observateurs – y compris, et de plus en plus, dans les rangs républicains – ouvre la question, autrement plus inquiétante, des réflexes de survie que pourrait alors développer un système militaro-industriel qui n'est pas prêt de renoncer, aux premiers signes de crise grave, à la position privilégiée qu'il s'est construite en 20 ans de néolibéralisme.■ [l.mampaey@grip.org]

Graphique 1 : Le budget du DoD (DoD Budget Authority), en milliards de dollars constants, aux prix FY2004.



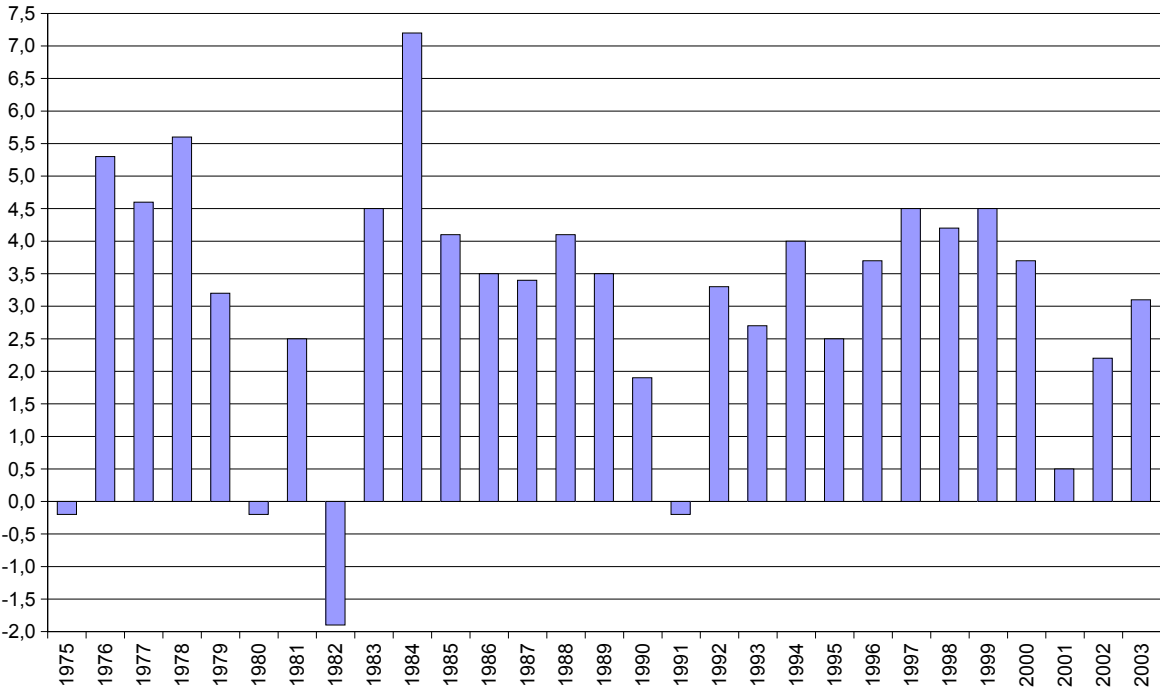
Source : U.S. Department of Defense [2003], *National Defense Budget Estimates for FY2004*, Office of the Under Secretary of Defense (Comptroller), March 2003.

Graphique 2 : Contribution des dépenses « National Defense » au PIB (en %).



Source : Bureau of Economic Analysis (www.bea.gov)

Graphique 3 : Taux annuel de croissance du PIB (en %)



Source : Bureau of Economic Analysis (www.bea.gov)